

OU EST CHARLIE DANS LA FRANCE D'AUJOURD'HUI ?

Note présentée par Dominique Lévêque

Certains s'étonnent à la faveur de l'actualité que la banalisation de la multiplication des foulards islamiques notamment dans la France dite « périphérique » ne soulève pas plus d'interrogations sur la montée de l'intégrisme islamique. Alors que cette pratique en est l'expression la plus basique. La banalisation est telle qu'on ne veut pas voir que le port du voile, dans certains pays, comme en Albanie (ou même en Europe, comme en Belgique dans certaines villes), est financé par le wahhabisme (notamment d'Arabie Saoudite et du Qatar) qui gangrène progressivement l'islam des Balkans, remettant en cause l'autorité des imans traditionnels pour s'imposer, etc. Comme on ne se pose pas plus de questions que cela sur le fait que nous sommes d'abord en face d'une guerre mondiale dans l'islam sunnite.

De sorte que l'on peut se demander aujourd'hui, s'il y a une claire conscience de la nature, de la puissance, des avancées de la fracture culturelle et culturelle, de type communautariste, qu'engendre notamment la progression de la radicalité islamiste dans les consciences. Ce que l'on voit surtout, c'est qu'en Europe, en France, on se prend régulièrement les pieds dans des considérations sans fin, largement hors sujet.

Comment en est-on arrivé là ?

Il est encore difficile aujourd'hui de faire admettre à des générations de Français élevés, depuis la fin des années 1980, dans les valeurs de l'anti-racisme de gauche (qui s'est idéologisé depuis) que leur grille de lecture différentialiste est peut-être en partie, sinon responsable du développement de l'islamisme, du moins a facilité en quelque sorte qu'il advienne.

La question ne va pas de soi : elle peut être douloureuse en regard de la sincérité des engagements de ces générations - dont les miennes - qui ont été de la *Marche pour l'égalité et contre le racisme* (1983) ou du mouvement *Touche pas à mon pote* de SOS Racisme (1984). Ici même, dans nos vies antérieures, nous savons comment, introspection faite, sans y prêter gare, l'éloge exacerbé des « différences » a pu aussi sonner dans la société contre l'éloge des ressemblances ou le droit à l'indifférence.

D'autres militants plus spécifiquement laïques, ont amorcé à partir de ces mêmes années un « aggiornamento » qui a pu pareillement troubler les esprits. Ainsi, la Ligue française de l'Enseignement et de l'éducation permanente, pilier historique du CNAL (Comité national d'action laïque), en a entrepris un après le retrait de la loi Savary en juillet 1984 (qui retentit alors comme une défaite laïque), en produisant, des années après, une politique de la consolation, avec un nouveau dogme, « modernisant », arrangeant en quelque sorte la laïcité, au prétexte de « sortir des idées toutes faites, des recettes et des mots d'ordre aussi sonores qu'inefficaces. » (Jean-Michel Ducomte, président, préface à *La Ligue de l'enseignement. Une histoire politique 1866-2016* de Jean-Pierre

Martin, Presses universitaires de Rennes, 2016) et parce qu'il fallait, selon son président de l'époque, « sortir du ciel confortable des idées et des incantations ». « Sortir des idées », Bigre !

Les fondateurs de la LFEFP ont dû se retourner dans leur tombe.

Laquelle Ligue fera un peu plus tard, à partir de 1995, un pas de deux retentissant avec l'intellectuel musulman « globalisé », le très charismatique et très médiatique prédicateur Tarik Ramadan. Jusqu'à ce que la nouvelle présidente de la Ligue de l'Enseignement, Jacqueline Costa-Lascoux, y mette un terme en 2016. Mais non sans que dans l'intervalle, une partie de la gauche et de l'extrême gauche française ne se soit laissée séduire à son tour par les thèses du petit-fils du fondateur des Frères musulmans.

En érigeant pendant plus de trente ans (en les infantilisant au passage) les fils d'immigrés maghrébins en victimes ethniques, sociales et culturelles du capitalisme - et donc de la droite dans son esprit - la gauche française - tout en récupérant par ce biais les voix qui ont permis des années plus tard l'élection de François Hollande - n'a eu de cesse d'opposer « la France du catholicisme zombie », selon l'expression d'Emmanuel Todd, à « ses citoyens musulmans ». Poussant les uns et les autres à admettre « qu'il existe désormais, dans la culture française, dans notre être national, une province musulmane ».

La gauche française, y compris quand elle était « plurielle », a surtout « réussi » à assigner à résidence communautaire des populations qui n'en demandaient pas tant. Qui ne se vivaient majoritairement même pas ainsi. La gauche a oublié qu'elle était universaliste, pour adopter la posture de la gauche américaine : celle d'une gauche victimaire et identitaire. Elle a mésestimé gravement la portée de la sémantique.

Il n'y a en vérité aujourd'hui, à proprement parler, pas plus de « communauté musulmane » en France que de « communauté catholique ». Cela fait belle lurette s'agissant de cette dernière que la « matrice catholique » a disparue dans la société. On observe d'année en année une baisse de plus en plus conséquente de la pratique religieuse et, sur des questions aussi diverses que la famille, les mœurs ou la mort, le « référentiel catholique » s'est effacé : le catholicisme ne structure plus la société.

Mais s'agissant de la première, il pourrait finir par y en avoir une, à force d'assignation religieuse qui pourrait décider les gens « ciblés » à être conformes à l'idée que « l'opinion » peut se faire d'eux. Comme dans un élan de résignation ou de bravade désespérée. Et pour la seconde, en possible réaction, on pourrait assister à sa reconstitution. Ce serait un beau résultat (sic !)

Tout aussi problématique est qu'une certaine gauche, cette fois-ci beaucoup plus consciemment, et avec elle une partie de la classe politique, voudrait réduire la laïcité à la liberté religieuse.

C'est absurde.

La laïcité, c'est (devenu) la "neutralité" de l'Etat et du gouvernement, mais aussi et surtout de l'espace public, de l'école publique, c'est-à-dire, d'un certain point de vue, de la société toute entière (encore que cette question est discutée), où le religieux n'a aucune place en dehors de la vie privée des individus.

Mais aujourd'hui, beaucoup d'intellectuels français, comme beaucoup de médias, ont été convertis au relativisme des valeurs, et sont souvent hostiles à l'idée sinon d'une assimilation des populations de culture musulmane à la culture française, à ses mœurs et à son mode de vie traditionnel et républicain, du moins à son appropriation par ces mêmes populations. Et il faut bien admettre que l'idéologie dominante est foncièrement opposée à l'individualisme que la pensée politique assimile généralement à l'égoïsme et auquel elle oppose l'idéal des liens communautaires. Cette idéalisation du communautarisme est sans doute à mettre au compte de la nostalgie de l'idée d'égalité révolutionnaire et de sa version déviante d'égalitarisme communiste dont la traduction institutionnelle et politique a pourtant été historiquement dramatique.

L'idéologie islamiste a du reste certains points communs avec les deux formes de totalitarismes qui l'ont précédée.

Peut-on faire comme si l'on ne voyait pas les avancées en France - en même temps que ses limites intellectualo-politiques - du modèle anglo-saxon du « communautarisme » (en tant qu'idéologie), qui en vient à remiser, quand ce n'est pas à raturer, certains principes de la République française ? Un modèle sur lequel même les Britanniques ont semblé ces dernières années vouloir revenir. On ne peut pas davantage ne pas voir les malentendus, quand ce ne sont pas les impasses, auxquelles conduisent le multiculturalisme (différent de la multiculturalité qui est un fait de société dont il est possible de se féliciter sans que cela contrarie les principes de notre République). La bien-pensance, très paternaliste en définitive à l'égard de réelles ou supposées « cultures d'origine » a une force d'attraction qui a surtout contenté les « idiots utiles » qui passent le plus clair de leur temps à nier le patrimoine culturel français (constitué historiquement autour, de la culture gréco-romaine, du judéo-christianisme ; du cartésianisme, de la philosophie des Lumières, de la philosophie des droits de l'homme...) au prétexte que les cultes récemment implantés en France en seraient exclus. Alors que des milliers de réfugiés furent précisément des persécutions religieuses et espèrent trouver en Europe les libertés fondamentales dont ils sont privés.

L'on commence à considérer que l'islamisme pourrait avoir quelque chose à voir avec l'Islam. C'est sans doute un bon point de départ pour comprendre la

réalité. Jusqu'à maintenant, on se contentait - pour s'y réfugier ? - de dénoncer ses usages intégristes et sectaires. Dirions-nous que l'inquisition qui entendait combattre l'hérésie n'a rien à voir avec l'église catholique ?! Idem avec le massacre de la Saint Barthélémy ? Mais l'actualité ne concerne pas aujourd'hui les catholiques ou le catholicisme, qui ne tuent de nos jours personne.

Comparaison n'est pas raison, certes, mais c'est presque comme si on disait que d'un côté il y avait eu la respectable Wehrmacht et de l'autre l'ignoble Waffen SS, alors que les travaux des historiens ont depuis battu en brèche cette thèse qui a cependant été pratiquée lorsqu'il s'est agi de réarmer l'Allemagne en 1955. S'entêter à affirmer le contraire, c'est comme si on persistait à penser que le massacre de Katyn en Pologne a été commis par les nazis, alors que l'on sait aujourd'hui, là-aussi que, depuis l'ouverture des archives américaines et russes, les 22 000 soldats polonais abattus l'ont été non par le Reich mais par l'URSS, sur ordre écrit de Staline, et que les Etats-Unis étaient au courant depuis 1943...

Il ne faut pas méconnaître pour autant que les religions, soient sujettes à toutes sortes d'instrumentalisations, de passions et de frustrations. Y compris de la part de certains Etats, et pas seulement pour propager la foi officielle, mais aussi et d'abord pour maintenir sous leur joug leurs propres populations.

Comme de la part de certains mouvements, pour étendre leur terrain de jeu idéologique. En réalité, l'histoire ne nous l'a montrée que trop souvent : c'est quand on mêle religion et politique que les choses se gâtent en général.

Nous pourrions bien sûr parler d'autres "dénis de réalité", celui par exemple qui exempte les Etats de leurs responsabilités dans les plus grands massacres, les meurtres de masse au XXe siècle, s'en prenant parfois à leur propre population.

Et on voit bien qu'il faut aussi analyser certains faits en termes d'imitation.

C'est-à-dire que des acteurs non étatiques (ou manipulés par des acteurs étatiques ou des groupuscules radicalistes) utilisent les mêmes méthodes.

Un débat, pas simplement intellectuel, pourrait s'ouvrir à cet égard sur une possible filiation, en tous les cas des ressemblances, entre les pratiques génocidaires et les pratiques dites « terroristes ». Mais également en termes d'«essentialisation» des victimes.

Des personnes sont tuées pour leur identité, parce qu'elles sont, et non à cause de ce qu'elles font : parce qu'elles sont françaises, américaines, etc., comme on a massacré des gens parce qu'ils étaient tutsis ou génocidé d'autres parce qu'ils étaient juifs. A cet égard, les discours de Ben Laden hier ou de l'EI ces dernières années, encore aujourd'hui, sont on ne peut plus révélateurs.

On ne peut pas faire comme si ça n'existait pas.

Ils s'articulent autour du thème de la pureté et de la lutte contre les impurs, ce qui autorise qu'on fasse des liens entre le terrorisme et le crime de masse. Tuer des civils ne doit pas être nécessairement vu comme un acte relevant de la folie, ou de l'irrationalité, comme on l'a (trop) souvent avancé, cela peut obéir aussi à des calculs politiques, à des stratégies d'ensemble.

Il reste que la stupéfaction est entière à l'égard de la question de la barbarie : comment comprendre que des individus ordinaires puissent parvenir à détruire des personnes sans défense ? La question du passage à l'acte est évidemment essentielle à comprendre.

Il faut écouter ce que disent les témoins de ces tueries. Il est souvent fait état de l'insensibilité et du grand calme de leurs bourreaux, sur le visage desquels – quand ils ne sont pas masqués – s'imprime bien souvent un même sourire robotisé, déshumanisé. Comme s'ils étaient absents d'eux-mêmes. Cela nous renvoie à ce que les psychiatres appellent « l'état crépusculaire ».

Le meurtrier se comporte comme un zombie, étranger aux émotions qui faisaient de lui un être humain. The lights are on but no one's home, disent les Américains – il y a de la lumière mais personne à la maison.

« Si tu regardes longtemps au fond d'un abîme, écrit Nietzsche, l'abîme aussi regarde en toi. »

Ces tueries convoquent l'éveil raisonnable des consciences, mais pointent aussi l'insuffisance de ces rationalisations qui réduisent la radicalisation à une cause, quelle qu'elle soit (Islam, vengeance anticolonialiste, pauvreté, chômage, exclusion, etc.).

Tout cela intervient après, à titre de facteurs aggravants et dans certains cas, dans le cadre d'une instrumentalisation venue de loin. En même temps, on comprend que l'hypothèse du « coup de folie » servi à l'envi, ici ou là, en France, en Europe comme outre-Atlantique, puisse avoir quelque chose de rassurant : on se trouverait face à une tuerie normale, presque familière, dont les tenants et les aboutissants seraient exclusivement domestiques.

Une tuerie "acceptable" en quelque sorte ? Et qui ferait presque que l'on pourrait dénier à la République, en état de légitime défense, le droit de se défendre ?

Pour autant, cela ne doit pas nous conduire à être dupe de l'islamisme, pas plus à demander aux citoyens, durant ces épreuves, de cesser de réfléchir à la pluralité de dominations qui les accablent, de réfléchir à la réévaluation de la place de l'individu dans une pensée émancipatrice, ou de leur dénier le droit de travailler à préserver un horizon d'universalisable.

La situation actuelle nous interroge aussi sur le paradoxe suivant que l'on a du mal à énoncer, mais qui reflète bien la complexité du phénomène : des régions entières dans le monde souffrent, sont mises à feu et à sang, non pas

tant par excès de théologie mais par manque de théologie, par défaut aussi d'études sérieuses, y compris comparées, des religions. Une assez bonne première approche pédagogique et stratégique consisterait à enseigner en France le « fait » religieux à l'école, comme suggéré par le rapport de Régis Debray remis en 2002 au ministre de l'Education nationale. Et un détour par l'aristotélisme et par l'histoire de la métaphysique pourrait aider.

Comme par les poètes dont on a oublié qu'ils sont possiblement, autant que les philosophes, des penseurs.